



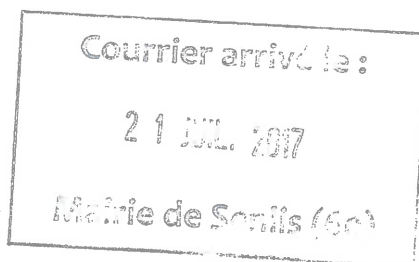
**PRÉFET DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE**

Amiens, le 17 juillet 2017

Direction régionale  
des affaires culturelles  
Hauts-de-France  
Site d'Amiens  
Pôle Patrimoines et Architecture

Nos réf : SRA 630847-A2  
Affaire suivie par Vincent Legros  
Ingénieur de recherche  
tél : 03 22 97 33 30  
courriel : [vincent.legros1@culture.gouv.fr](mailto:vincent.legros1@culture.gouv.fr)

Objet :  
Senlis (Oise)  
Parc d'activités  
Section C n° 170, 172, 174, 175, 176pp, 177, 179, 181, 184



Mairie de Senlis  
Service d'Urbanisme  
place Henri IV  
60300 Senlis

**NOTIFICATION D'ABROGATION DE PRESCRIPTION DE DIAGNOSTIC**

Madame, Monsieur,

En application du code du patrimoine, j'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté n° 2017-630847-A2 ci-joint portant prescriptions complémentaires relatives à l'opération de diagnostic archéologique citée en objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de la Région Hauts-de-France  
et par délégation,  
Pour le directeur régional des affaires culturelles  
Le conservateur régional de l'archéologie

Jean-Luc Collart







**PRÉFET DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE**

**Le Préfet de la Région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le livre V du code du Patrimoine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-630847-A1 en date du 10 juillet 2017 prescrivant un diagnostic archéologique sur le terrain sis à :

Senlis (Oise)  
Parc d'activités  
Section C n° 170, 172, 174, 175, 176pp, 177, 179, 181, 184

**Vu** le courrier de non prescription (dossier 627870) pour ce même terrain en date du 14 janvier 2016.

**Considérant** que l'arrêté de prescription de diagnostic archéologique n°2017-630847-A1 doit être abrogé.

**ARRETE**

**Article 1** : l'arrêté n° 2017-630847-A1 est abrogé.

**Article 2** : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la mairie de Senlis, au Conseil département de l'Oise, à l'Inrap et à SARL Goodman France (M. Boutoille).

Fait à Amiens, le 17 juillet 2017

Pour le Préfet de la Région Hauts-de-France  
et par délégation,  
Pour le directeur régional des affaires culturelles,  
Le conservateur régional de l'archéologie.

Jean-Luc Collart





PRÉFET DE LA REGION HAUTS-FRANCE

Amiens le 10 juillet 2017

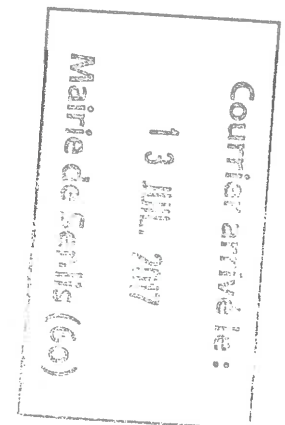
Direction régionale  
des affaires culturelles  
Hauts-de-France  
Site d'Amiens  
Service régional de l'Archéologie

Nos réf : SRA 630847  
Affaire suivie par Vincent Legros Ingénieur  
de recherche  
tél : 03 22 97 33 30  
courriel : [vincent.legros@culture.gouv.fr](mailto:vincent.legros@culture.gouv.fr)

Objet :  
Senlis (Oise)  
Parc d'Activités  
Section C n° 170, 172, 174, 175, 176pp, 177, 179, 181, 184

Mairie de Senlis

Service d'Urbanisme  
Place Henri IV  
60300 Senlis



NOTIFICATION DE PRESCRIPTIONS DE DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE

Madame, Monsieur,

Après évaluation du risque d'atteinte portée à des vestiges archéologiques par le projet d'aménagement visé en référence, la réalisation d'un diagnostic s'impose. Il permettra de mettre en évidence et de caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents et de déterminer les mesures qu'il convient de mettre en œuvre.

En application du code du patrimoine, j'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté n° 2017-630847-A1 ci-joint portant prescription de diagnostic archéologique sur le terrain cité en objet.

Cette opération peut être réalisée par le service archéologique du Conseil départemental de l'Oise ou par l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Nous procédons à la consultation de ces opérateurs et vous recevrez notification de l'arrêté désignant l'opérateur chargé de la réalisation du diagnostic.

Conformément à l'article R.523-17, « Lorsque des prescriptions archéologiques ont été formulées ou que le préfet de région a fait connaître son intention d'en formuler, les autorités compétentes pour délivrer les autorisations mentionnées à l'article R523-4 les assortissent d'une mention précisant que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux ».

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente.

Le service régional de l'archéologie se tient à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Mairie de Senlis (60) Arrivé le :  13 JUL. 2017
Action : <i>CG</i>
Réponse :
Copie : <i>PL/MD/DG/CFH/OT/GD</i>

Pour le Préfet de la Région Hauts-de-France  
et par délégation,  
Pour le directeur régional des affaires culturelles,  
Le conservateur régional de l'archéologie,

Jean-Luc Collart





**PRÉFET DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE**

**Le Préfet de la Région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code du patrimoine ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issus des diagnostics et fouilles archéologiques ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

**Vu** le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, en qualité de préfet région Hauts-de-France, préfet de la zone défense et sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 octobre 2016 portant nomination de M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles de la région Hauts-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2016 accordant délégation de signature à Monsieur Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles de la région Hauts-de-France.

**Vu** l'arrêté portant délégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles Hauts-de-France en date du 3 février 2017 et paru au recueil des actes administratifs numéro 36 en date du 6 février 2017, accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc COLLART, conservateur régional de l'archéologie ;

**Considérant** que des travaux sont envisagés sur les terrains sis à :

Senlis (Oise)  
Parc d'Activités  
Section C n° 170, 172, 174, 175, 176pp, 177, 179, 181, 184

Travaux faisant l'objet d'une demande de permis de construire (PC6061217T0010), déposée par :

SARL Goodman France  
Monsieur Butoille  
62 rue de la Chaussée d'Antin  
75009 PARIS

Demande reçue au service régional de l'archéologie le 07 juillet 2017 et référencée sous le n° 630847

**Considérant** que, en raison de leur nature, les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, car ils sont situés dans un secteur avec une forte potentialité archéologique (contexte favorable aux occupations humaines anciennes) ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue, l'intérêt et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : caractéristiques**

Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain faisant l'objet des aménagements, ouvrages ou travaux considérés, sis à Senlis (Oise) - Parc d'Activités - Section C n° 170, 172, 174, 175, 176pp, 177, 179, 181, 184





Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

## **Article 2 : désignation de l'opérateur d'archéologie préventive**

Conformément aux articles R.523-24 à 29 du code du patrimoine, le diagnostic peut être réalisé par le service archéologique départemental de l'Oise. Ce service dispose de deux semaines à compter de la réception du présent arrêté pour faire connaître s'il accepte de réaliser le diagnostic. Ce service doit notifier la date de réception du présent arrêté par courriel aux adresses suivantes : [vincent.legros@culture.gouv.fr](mailto:vincent.legros@culture.gouv.fr) et [maryse.driencourt@culture.gouv.fr](mailto:maryse.driencourt@culture.gouv.fr). Dans la négative ou à défaut de réponse dans le délai de deux semaines, le diagnostic sera réalisé par l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Le préfet de région notifiera l'attribution du diagnostic à l'opérateur et informera l'aménageur.

## **Article 3 : conditions de réalisation**

Le diagnostic sera exécuté conformément au projet d'opération élaboré par l'opérateur chargé du diagnostic, sur la base des prescriptions détaillées aux articles suivants.

Les conditions de sa réalisation seront définies contractuellement, en application de l'article R.523-31 du code du patrimoine.

## **Article 4 : emprise**

En application de l'article R.523-23 susvisé, le diagnostic portera sur l'ensemble de la surface du terrain assiette du projet. En effet, l'ensemble du terrain peut faire l'objet de travaux affectant le sol et par conséquent susceptibles de porter atteinte aux vestiges archéologiques éventuellement présents (travaux de construction des bâtiments proprement dits, mais aussi de réseau, de voirie et parcage, d'aménagement paysager et d'une façon générale tous travaux générant un impact au sol). L'emprise du diagnostic s'inscrit notamment dans la perspective d'éventuelles prescriptions postérieures au diagnostic de modification de projet, en application de l'article R.523-15 du code du patrimoine susvisé. En effet, la nature et la localisation des vestiges archéologiques repérés peuvent parfois conduire à modifier ou déplacer des aménagements ou constructions projetés. Il importe dans ce cas que les résultats du diagnostic puissent aider l'aménageur à trouver, sur son terrain, un emplacement compatible avec la préservation du patrimoine archéologique.

## **Article 5 : superficie**

Les investigations porteront sur une superficie de 165573 m<sup>2</sup>, conformément au plan annexé au présent arrêté.

## **Article 6 : objectifs**

En application de l'article R.523-23 susvisé, le diagnostic a pour objectif de détecter et caractériser les vestiges archéologiques. Il doit livrer les données nécessaires pour statuer sur les suites à donner et notamment permettre d'établir un cahier des charges scientifique dans le cas où le préfet de région déciderait de prescrire une fouille.

Les éléments d'information recueillis lors du diagnostic doivent permettre d'évaluer :

- son emprise,
- sa profondeur d'enfouissement,
- son contexte environnemental,
- son état de conservation,
- sa nature,
- sa chronologie,
- son potentiel scientifique.

Le projet de diagnostic présenté par l'opérateur d'archéologie préventive précisera :

- la durée de l'opération ;
- la composition de l'encadrement de l'équipe (nature et compétences) ;
- les moyens mécaniques mis en oeuvre ;
- les moyens spécifiques (spécialistes éventuels...) ;
- ainsi que toutes propositions de techniques ou de méthodes aptes à répondre aux objectifs fixés.

## **Article 7 : principes méthodologiques**

La détection des vestiges nécessitera la réalisation de tranchées continues à la pelle mécanique, sous la direction du responsable scientifique et selon ses directives. La pelle mécanique, travaillant en rétroaction, sera munie d'un



godet à lame lisse d'une largeur d'au moins 1,8 m. Les tranchées seront réparties de manière régulière sur la totalité de l'emprise à évaluer et la surface décapée représentera au moins 10% de sa superficie.

Si des vestiges sont détectés durant cette phase, des fenêtres complémentaires ou surfaces tests, seront ouvertes afin de caractériser ceux-ci. Elles auront une taille suffisante pour permettre une vision en plan et en coupe représentative et porteront la surface ouverte dans les secteurs sensibles à environ 12 à 15%.

Les structures mises au jour devront être correctement caractérisées et datées, au moyen de la fouille, au moins partielle, d'un nombre significatif d'entre elles. Elles devront faire l'objet de relevés graphiques précis et être localisées sur un plan. Leur cote d'apparition et l'épaisseur du décapage devront être indiquées.

L'emprise du diagnostic ainsi que les limites des tranchées devront être géolocalisées précisément (en Lambert 93) sur un fond cadastral à une échelle lisible.

#### **Article 8 : contrôle scientifique et technique de l'Etat**

Le responsable scientifique de l'opération informera régulièrement le conservateur régional de l'archéologie et l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier de l'état d'avancement de l'opération.

Dans les jours précédant la réalisation du diagnostic, il prendra contact (par téléphone ou courriel) avec l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier, pour lui indiquer la date exacte de son intervention.

Toute découverte de vestiges sera signalée immédiatement par un appel téléphonique au conservateur régional de l'archéologie ou à l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier.

#### **Article 9 : mesures de conservation préventive**

Les mesures appropriées seront prises pour assurer la bonne conservation des structures mises au jour, face aux intempéries ou au vandalisme.

Afin d'assurer la bonne conservation des vestiges, les sondages seront remblayés à l'issue de l'intervention. Ce remblaiement pourra se limiter aux secteurs ayant livré des vestiges archéologiques significatifs.

Le remblaiement n'interviendra qu'après accord du conservateur régional de l'archéologie.

#### **Article 10 : rapport**

A l'issue du diagnostic, le rapport établi par le responsable scientifique de l'opération sera transmis par l'opérateur d'archéologie préventive, au préfet de région en huit exemplaires, dont un non broché.

Le rapport de diagnostic comprendra tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, à savoir :

- les données administratives,
- les informations techniques sur l'opération (composition de l'équipe et nombre de jours),
- un rappel du contexte historique et archéologique (éventuellement recherche archivistique),
- une présentation complète des observations archéologiques, abondamment illustrée par des relevés et plans (à une échelle lisible), ainsi que par des photographies,
- une synthèse des résultats scientifiques, avec une mise en perspective locale et régionale,
- les études du mobilier et des restes naturels par des spécialistes,
- un inventaire du mobilier précisant le ou les propriétaires du terrain lors de l'intervention archéologique.

L'épaisseur du décapage et la cote d'apparition des vestiges devront être très précisément indiquées.

Une version numérique, identique à la version papier, sera également établie et devra respecter les standards et les normes définis dans le cadre commun d'interopérabilité des systèmes d'information publics.

L'ensemble des textes et illustrations sera fourni sur cédérom compatible Mac/PC, au format PDF (Adobe Acrobat), numérisé en haute qualité (qualité « presse »). Sur le cédérom, on trouvera également les données informatisées d'enregistrement (structures, inventaires mobiliers, topographie...) au format :

- XLS (Excel) pour les listes et inventaires,
- RTF (export WORD) pour les textes,
- JPEG ou TIFF pour les images et photos numérisées, en format natif du logiciel utilisé,
- pour les fichiers de dessin vectoriel : au format natif du logiciel utilisé (Adobe Illustrator, Autocad, etc.) et au format PDF vectoriel (Adobe Acrobat).



### **Article 11 : notice scientifique**

La notice scientifique, accompagnée de plans et photographies, destinée à une diffusion rapide dans *Archéologie de la France Info* et dans le *Bilan scientifique régional* sera transmise sous forme numérique.

### **Article 12 : le responsable scientifique de l'opération**

En application de l'article R.523-23 du code du patrimoine susvisé, le responsable scientifique de l'opération devra être un spécialiste de l'archéologie rurale.

Préalablement à l'intervention de terrain, le responsable scientifique de l'opération consultera le dossier d'aménagement, les informations de la carte archéologique, afin de bien appréhender le contexte archéologique.

A cette occasion, il prendra contact avec l'agent du service régional de l'archéologie chargé du suivi du dossier, pour définir les modalités de l'intervention.

Il complétera les documents administratifs nécessaires à l'établissement de son arrêté de désignation comme responsable scientifique d'opération.

### **Article 13 : mobilier archéologique**

Le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de diagnostic est conservé par l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain du diagnostic.

L'inventaire de ce mobilier sera établi par parcelle, avec l'indication du nom du ou des propriétaires au moment de la découverte du mobilier. Il sera transmis avec le rapport de diagnostic, sous forme informatique, et communiqué par le préfet de région au(x) propriétaire(s) du (ou des) terrain(s) qui pourra(ont) faire valoir leurs droits dans un délai d'un an à compter de la réception de l'inventaire, conformément à l'article 523-67 du code du patrimoine.

### **Article 14 : exécution de l'arrêté**

Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au service archéologique départemental de l'Oise, à l'INRAP, à la mairie de Senlis et à SARL Goodman France, Monsieur Bouteille.

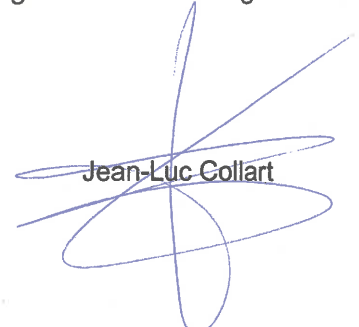
Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente.

En application de l'article R.523-17 du code du patrimoine susvisé, l'autorisation d'urbanisme ou autre autorisation d'aménagement liée aux travaux envisagés ci-dessus considérés et délivrée par l'autorité compétente devra mentionner que l'exécution des prescriptions archéologiques est un préalable à la réalisation des travaux.

Le service instructeur transmettra une copie de cette autorisation au Service régional de l'archéologie.

Fait à Amiens le 10 juillet 2017

Pour le Préfet de la Région Hauts-de-France  
et par délégation,  
Pour le directeur régional des affaires culturelles,  
Le conservateur régional de l'archéologie

  
Jean-Luc Collart











MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Oise

Dossier suivi par : Jean-Lucien GUENOUN

Objet : demande de permis de construire

**MAIRE DE SENLIS**  
**HOTEL DE VILLE**  
**60300 SENLIS**

A Compiègne, le 28/07/2017

numéro : pc61217t0010

adresse du projet : Parc d'Activités "Les portes de Senlis" 60300  
SENLIS

nature du projet : Construction commerce/artisanat

déposé en mairie le : 03/07/2017

reçu au service le : 06/07/2017

servitudes liées au projet : Site inscrit - Vallée de la Nonette

demandeur :

SARL GOODMAN FRANCE M ERIC  
BOUTOILLE  
62 Rue de la Chaussée d'Antin  
75009 PARIS

Ce dossier ne comporte pas les pièces exigibles en application du livre IV du code de l'urbanisme ou ces pièces ne sont pas exploitables. L'architecte des Bâtiments de France n'est donc pas en mesure d'exercer sa compétence et s'oppose en l'état du dossier à la délivrance de l'autorisation de travaux.

Dossier déposé le 3 juillet 2017 reçu le 6 juillet 2017

Complément déposé le 20 juillet 2017 et reçu le 26 juillet 2017

Incomplet (défavorable en l'état)

Ce dossier est situé dans un secteur paysager sensible, au sein du site protégé de la Vallée de la Nonette, dans le grand ensemble paysager emblématique du massif des 3 forêts, dans le cône de vue de la perspective emblématique majeure de la Cathédrale de Senlis, répertorié dans l'atlas des paysages de l'Oise, et au cœur du pays d'Art et d'Histoire de Senlis à Ermenonville, et du PNR Oise Pays de France.

Il convient de ce fait de veiller à la bonne insertion paysagère de ce projet au regard de cette situation géographique et topographique.

Les éléments fournis sont de ce fait à compléter sur les points suivants:

-Fournir coupes sur le terrain naturel existant, permettant de visualiser les secteurs décaissés et ceux remblayés.

-Une coupe longitudinale au niveau du local technique proche de la route nationale 324.

-Une coupe transversale permettant de visualiser la hauteur du bâtiment envisagé relativement à celle du bâtiment existant (projet d'hôtel) avec indication du terrain naturel et du terrain futur.

-Fournir vues d'insertion depuis le chemin départemental 1324, avec vues sur la Cathédrale, depuis l'arrivée Est (cf du secteur avec voie parallèle de desserte agricole).

Un point pourra être fait avec l'Architecte des Bâtiments de France pour préciser ces vues depuis la perspective emblématique sur la Cathédrale.

-Fournir vues exploitables (sans contre jour, comme celles fournies qui ne permettent pas de juger de l'impact en pleine lumière).

Préciser le projet sur les points suivants:

-Aspect et couleur de la couverture des bâtiments et des constructions (tôle? bicouche élastomère uniquement sur les bureaux?) Fournir échantillons.

- Aspect précis et couleurs des "roof tops" : vitrage transparent? Blanc façons Sky Dôme? Structure porteuse?
  - Autres sorties en toitures prévisibles?
  - Traitement des baies vitrées : en retrait de la façade? Aspect de vitrage, stores? Etc...
  - Aspect des cuves de réserve incendie : tôle? Béton?
  - Clarifier la lecture du plan de masse vis à vis des essences plantées, peu lisibles, ou fournir plan des plantations permettant de localiser de manière claire les différentes essences envisagées.
  - Préciser la taille au moment de la plantation, des arbres envisagés (diamètre, hauteur).
- Par ailleurs, compte tenu du très fort impact paysagé de ce projet situé en espace protégé à préserver, il convient d'apporter les évolutions suivantes en vue d'en minimiser l'impact paysager défavorable à la préservation de la qualité paysagère des vues et perspectives :
- Réduire la hauteur maximale à 12m par rapport au terrain existant où se situe l'hôtel.
- Le décaissement des importants remblais présents sur le terrain pourrait permettre, à défaut de réduire la hauteur sous plafond, de descendre le niveau général du bâti, et de traiter les espaces paysagers en merlons végétalisés, nécessaires à masquer les vastes espaces goudronnés et la hauteur importante de ce bâtiment monolithique.
- Une autre piste de réflexion pourrait être d'implanter le bâtiment à la cote basse du terrain naturel : 79,55fNGF, ce qui ferait gagner de la hauteur vis à vis de la cote envisagée de 81,25 NGF, qui se situe à plus 1,70m au dessus du terrain naturel, et vient créer un remblai important qui accentue fortement l'impact paysager de ce bâtiment.
- Supprimer les bandeaux et bandes de couleurs "jaune melon" RAL 1028, dont l'impact paysager est fort.
  - Rechercher des teintes plus discrètes vis à vis des espaces environnants : ton RAL 7010, 7039, 7030, etc..., voire des tons plus chauds tel que RAL 7006.
  - Préférer du béton brut à du béton peint, en partie basse.
  - Prévoir raccordement au réseau sur le terrain privé, afin de permettre la densification des plantations sur le domaine public, en complément du traitement paysager envisagé sur la parcelle.
  - Prévoir plantation d'arbres de haute tige en plus grand nombre, au regard de la nécessité de créer un écran paysager réel en périphérie, qui implique des plantations en quinconce (au moins 200 arbres en plus sont à prévoir compte tenu du linéaire de clôture d'environ 2500m), et accroître le merlon paysager au Sud, afin de pouvoir lui donner plus de hauteur et de consistance. Il serait à cette fin souhaitable de ripper de quelques mètres le bâtiment ou de réfléchir à la réduction de la demi-travée Sud.

Une réunion de travail avec l'Architecte des Bâtiments de France serait utile et à prévoir afin de caler au mieux ce projet dans son contexte paysager protégé et tenir ainsi compte du contexte spécifique de cette entrée de Senlis, ville patrimoniale.

L'architecte des Bâtiments de France

Jean-Lucien GUENOUN

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction interdépartementale des routes  
Nord

Arrondissement de Gestion de la Route Est

District de LAON

Nos réf. : N° 851 du 07/07/2017

**Vos réf. : PC 060612 17 T0010 du 03/07/2017**

Affaire suivie par : Patrice BATONNET

Gestion Domaine Public

Tél : 03 23 80 54 00 – Fax : 03 23 80 54 07

[Patrice.Batonnet@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Patrice.Batonnet@developpement-durable.gouv.fr)

LAON, le 10 juillet 2017

**Note**

à

VILLE de SENLIS

Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme

Hôtel de Ville

Place Henri IV

60300 SENLIS

à l'attention de Mme Catherine GARCIA

Madame,

Nous avons reçu, en date du 07/07/2017, votre demande d'avis sur le dossier **PC 060612 17 T0010 du 03/07/2017**.

Ce dossier concerne le projet GOODMAN d'entrepôt sur la zone « Les Portes de SENLIS » à SENLIS 60300.

**Le dossier appelle de notre part les observations suivantes:**

- Un nouvel accès à la zone est envisagé depuis la RN330 sur le Chemin des Rouliers.  
Ce nouvel accès, qui devrait se situer à proximité du giratoire existant RN330/RN324/RD1324, posera un problème de sécurité sur la RN330, en raison de sa configuration actuelle en 3 voies.  
Le giratoire RN330/RN324/RD1324 sera également impacté par le trafic engendré par ce nouvel aménagement.  
**Pour ces raisons, il est demandé au porteur du projet de suivre la procédure de l'instruction gouvernementale qui l'oblige à déposer un dossier d'opportunité (délai d'instruction : 2 à 6 mois).**  
**Une étude complète de trafic sera également demandée, ainsi que des simulations de fonctionnement dans le giratoire et au niveau du nouvel accès envisagé depuis la RN330.**

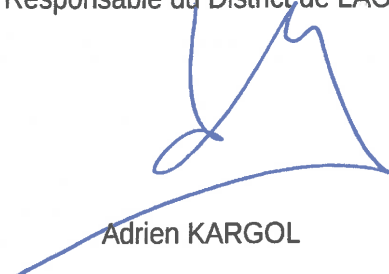
Mairie de Senlis (60)	
Arrivé le :	
13 JUIL. 2017	
Action :	CG
Réponse :	
Copie :	PL/MD/DG/EF/10T/LD

Ph. L. L. / L. R. / L. T. / L. T.

- Le projet d'entrepôt va nécessiter de dévier les réseaux existants. La DIR NORD-District de LAON n'est pas favorable à la solution de dévier et d'implanter ces réseaux sur le domaine public de la RN324.  
Pour des raisons évidentes de sécurité lors de la réalisation de ces réseaux, puis lors de leurs exploitations ou de leurs entretiens, il est préférable de les dévier et de les implanter dans le domaine privé de la ZA.
- Aucun rejet d'assainissement Eaux Pluviales ne pourra être réalisé dans les emprises des RN324 et RN330.
- La modification éventuelle de la signalisation directionnelle, sur ou à proximité du giratoire RN330/RN324/RD1324, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la DIR NORD - District de LAON.
- En ce qui concerne les clôtures prévues le long du Domaine Public des RN324 et RN330, une **Demande d'alignement** devra être déposée auprès de la DIR NORD-District de LAON.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Responsable du District de LAON,



Adrien KARGOL

Copie à : AGRE / BP - CEI DE NANTEUIL - GDP - Chrono

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction interdépartementale des Routes  
**NORD**

Direction

14-056P MM

Monsieur Eric BOUTOIL

Goodman France  
Head of Technical Development France  
62, rue de la chaussée d'Antin  
75009 PARIS

Lille, le **28 JUL. 2017**

Objet : Senlis, Projet d'entrepôt à la ZA « Les Portes de Senlis »

Monsieur le Directeur technique,

Dans le cadre de votre projet de création d'une plateforme logistique en bordure des RN.330 et 324, vous m'avez transmis un dossier d'opportunité le 12 juin 2017. Je vous en remercie.

Vous avez également déposé un dossier de permis de construire pour l'instruction duquel notre district de Laon a d'ores et déjà transmis un premier avis.

Comme convenu lors de la dernière réunion en sous préfecture de Senlis, vendredi 21 juillet, je vous fais part de l'avis de synthèse de la DIR Nord sur ces dossiers.

Le fonctionnement projeté de votre projet, prévoit que :

- les véhicules légers entrent et sortent par le giratoire formant l'intersection des deux RN
- les poids lourds (PL) accèdent par le chemin des Rouliers et sortent de votre site par le giratoire, la sortie depuis le chemin des Rouliers n'est donc pas prévu en usage courant.

Cette configuration de l'aménagement nous convient dans la mesure où il optimise l'utilisation du giratoire existant sans créer de nouveau carrefour sur la RN330. Les PL sortant du giratoire emprunteront la RN330 pour la quitter sur le chemin des Rouliers en décélérant en pleine voie et ralentissant ainsi le flux de trafic sur cet axe. Vous prévoyez de reprendre le rayon intérieur de l'accès au chemin pour éviter que cette manœuvre de tourne à droite ne se fasse en empiétant sur la voie de gauche de la RN330.

Sur cette base, l'aménagement peut être considéré comme mineur pour la RN330.

J'émetts donc un avis favorable pour cette première phase d'utilisation.

Je retiens également de nos échanges que vous prévoyez, en mesure de secours, de faire sortir les poids lourds par le chemin des Rouliers en cas de situation exceptionnelle.

Le caractère exceptionnel de cette utilisation doit donc être précisé. C'est le sens de l'étude de trafic qui vous a été demandée et qui devra ainsi nous permettre d'apprécier les incidences du fonctionnement de votre aménagement sur les 2 RN, le giratoire, les sorties principales et le chemin des rouliers.

Comme je vous l'ai indiqué en réunion, il est effectivement à craindre qu'une augmentation des flux transitant par le chemin des Rouliers constitue un risque pour la sécurité des usagers de la RN330 en raison de sa configuration actuelle à 3 voies. A titre d'exemple, un usager sortant du giratoire, en pleine phase d'accélération pourrait être tenté de doubler un PL décélérant pour

entrer vers le chemin des rouliers. L'usager dépassant le véhicule lent pourrait alors être surpris par un autre PL qui quitterait le chemin des rouliers pour entrer sur la RN330.

Si la sortie de secours que vous prévoyez devait donc être utilisée de manière plus fréquente ou régulière, l'insertion depuis le chemin vers la RN330 ne pourrait se faire sans réflexion plus précise visant à améliorer les conditions de sécurité et de visibilité.

Cela doit être également l'objectif des simulations de trafic complémentaires que nous vous avons demandées au titre du dossier d'opportunité et qui devront nous permettre d'apprécier la nature des aménagements qui pourraient s'avérer nécessaires.

Cette deuxième phase potentielle de votre aménagement nécessiterait vraisemblablement un aménagement plus conséquent qui devra alors être transmis pour avis à la Direction Générale des Infrastructures de Transport, comme le prévoit l'instruction gouvernementale relative aux demandes d'aménagement sur le réseau routier national du 29 avril 2014.

S'agissant plus particulièrement du permis de construire, je vous confirme notre souhait de voir les réseaux implantés en dehors du domaine public routier. Cette précaution vous facilitera également les interventions ultérieures en évitant les contraintes techniques liées à la préservation de la structure de chaussée de la RN.

Pour la suite du projet, je vous informe qu'une convention précisant la nature et le mode d'exécution des travaux ainsi que les modalités d'entretien ultérieur des ouvrages réalisés devra être établie en lien avec la collectivité qui vous accompagne dans l'aménagement. Une demande de permission de voirie devra également être sollicitée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur technique, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur,

Pi  
Le Directeur Adjoint Technique  
Ingénierie Routière  
Xavier MATYKOWSKI

**Copie à :** Monsieur le sous préfet de Senlis  
Madame le Maire de Senlis, Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme  
DIRN/AGRE/BP+District de Laon  
DIRN/SPT  
DDT60  
dossier  
chrono



DIRECTION GENERALE ADJOINTE AMENAGEMENT ET MOBILITE  
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS  
SERVICE GESTION DU RESEAU  
BUREAU DE LA SECURITE ROUTIERE

POSTE : 03.44.10.78.25

N/Réf : DIT/SGR/BSR/UTD Sud-Est-ED/EV/SR/2017-363

Beauvais, le 28 JUL. 2017

Mairie de Senlis (60) R	
Arrivé le :	
31 JUL. 2017	
Action :	CG
Réponse :	
Copie :	PL /

*Le Président du Conseil Départemental*

A

VILLE DE SENLIS  
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME  
PLACE HENRI IV  
60300 SENLIS

Par courrier du 03 juillet 2017, vous avez bien voulu me communiquer pour avis la demande de permis de construire n° 060 621 17 T 0010 déposée par la SARL GOODMAN France, représentée par Monsieur Eric BOUTOILLE, en vue de construire une plateforme logistique sur un terrain situé au Parc d'Activités Les Portes de SENLIS à SENLIS.

J'ai l'honneur de vous informer qu'en termes de sécurité routière, cette demande n'appelle pas d'observation particulière de ma part, sachant qu'elle ne concerne pas le domaine public routier départemental, les accès à la parcelle sont prévus sur voies nationales ou communales.

Vous trouverez ci-joint, en retour, le dossier communiqué.

Pour le Président du conseil départemental  
et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Sécurité Routière

Edouard VICENTE

Copie pour information à :

Mme la responsable de l'Unité Territoriale SUD-EST à PONT-SAINT-MAXENCE





PREFET DE L'OISE



**SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Groupement Prévision

8 Avenue de l'Europe – ZAE Beauvais Tillé  
BP 20870

60008 BEAUVAIS Cedex

Tel. : 03 44 84 20 81

Fax : 03 44 84 20 02

E-mail : [service.prevision@sdis60.fr](mailto:service.prevision@sdis60.fr)

- > CG  
- > RL

Tillé, le 18 juillet 2017

Affaire suivie par : M. le Cdt Serge Lalouette

N° dossier SDIS : SE 612 I 0125

Réf. : LS. 2017. 228

**LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT DES SERVICES  
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'OISE**

A

Madame la Directrice de l'Aménagement et de l'Urbanisme  
Place Henri IV  
60300 SENLIS

**OBJET** : Prévention et Sécurité : Commune de SENLIS  
Etablissement GOODMAN France  
Représenté par Mr Éric BOUTOILLE

**REFER** : Votre transmission en date du 3 juillet 2017  
Reçue le 10 juillet 2017  
Dossier n° PC 060 612 17 T 0010

Par transmission visée en référence, il m'a été communiqué pour examen et avis le dossier relatif à l'établissement GOODMAN France qui souhaite construire un complexe de messagerie et de ses bureaux d'accompagnements, Parc d'Activités des Portes de Senlis.

**DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES :**

Le projet a pour objet la construction d'une plateforme logistique de 54 535 m<sup>2</sup> sur un terrain de 16 ha environ.

De forme rectangulaire, cette plateforme comprendra :

- un entrepôt de logistique avec activité de gestion de convoyeurs de colis d'une surface d'environ 47 701 m<sup>2</sup>, hauteur du bâtiment 13m environ. La stabilité au feu sera d'une heure. Il sera séparé des bureaux par un mur REI 120
- une zone atelier avec une charpente en béton ou bois lamellé collé, toiture bac acier et façades en bardage métallique
- un bloc bureaux de plain-pied positionné en façade Est de 6 384 m<sup>2</sup>.
- des installations techniques avec des murs REI 120 comprenant : local chaufferie (pompe à chaleur alimentée au gaz), local de charge, local sprinkler, local groupe électrogène
- 3 postes de garde

**ELEMENTS DE SECURITE :**

La plate-forme sera desservie par une voie engins sur son périmètre. Elle comprendra des extincteurs, une alarme incendie, des RIA, une installation d'extinction automatique à eau, un bassin de confinement des eaux d'extinction.

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) sera assurée :

- par 8 poteaux d'incendie de 100mm réparties sur le site et espacés entre eux de 150 mètres. Le débit maxi en simultané devra être de 240m<sup>3</sup>/h pendant deux heures.
- complété par 2 réserves d'eau incendie de capacité unitaire de 600 m<sup>3</sup>. Chaque réserve eau incendie sera équipée de 3 plates-formes d'aspiration dotée d'un poteau d'aspiration.

L'objectif sera d'obtenir un débit total de 720 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures.

**REFERENCES REGLEMENTAIRES :**

Cet établissement relève des textes suivant :

- Décrets n° 2008-243 et 2008-244 du 7 mars 2008 fixant la partie réglementaire du Code du Travail ;
  - Code de l'Environnement, livre V, titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- En conséquence, il conviendra de prendre l'attache du service compétent pour l'application de ce texte.

**TERRAIN RETENU POUR LE PROJET :**

D'après les éléments fournis par le pétitionnaire, la défense extérieure contre l'incendie sera assurée par un réseau de 8 poteaux d'incendie (débit maxi 240 m<sup>3</sup>/h) et de 2 réserves eau incendie de 600 m<sup>3</sup> de capacité unitaire.

En conséquence, le terrain peut être affecté à la construction projetée.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental Adjoint,



Colonel hc Pascal PAILLOT

**Madame le Maire**  
**Mairie de Senlis**  
**3 Place Henri IV**  
**60300 SENLIS**

**A l'attention de Mme Christine FACQ-HACHIN**

**N/Réf : FDF/NC/17.07.008**

**Objet : Acceptabilité des effluents de la Société**  
**Goodman France sur la station d'épuration de**  
**Senlis.**

**Beauvais, le 12 juillet 2017**

**Dossier suivi par Fabien GUERET**

**Madame le Maire,**

Suite à la lecture du dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour la création d'une plateforme logistique Parc d'activités des « Portes de Senlis », vous trouverez ci-dessous nos conclusions en tant que gestionnaire des réseaux de collecte des eaux pluviales et du système d'assainissement comprenant la collecte et le transfert des eaux usées ainsi que le traitement sur la station d'épuration de Senlis.

**- Collecte et Transfert :**

Les informations fournies sur les réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux usées dans le chapitre 6 « Le Contexte Règlementaire » ainsi que les annexes jointes à ce courrier n'indiquent pas de notre part de contre-indication au projet de la société Goodman France.

Il est tout de même rappelé que les surverses des eaux pluviales ne peuvent être admises dans le réseau de collecte des eaux usées car le 95<sup>ème</sup> centile des débits journaliers arrivant en entrée de station est supérieur à la capacité de traitement de la station d'épuration de Senlis (95<sup>ème</sup> centile 2016 estimé à 6 477 m<sup>3</sup>/J pour une capacité constructeur de traitement de 5 420 m<sup>3</sup>/J).

**- Traitement :**

La plateforme logistique de la société Goodman France accueillera environ 1 800 personnes. La détermination de la capacité future de traitement de la station d'épuration de Senlis se calcule en appliquant un ratio correspondant à l'activité de la société Goodman France et en multipliant par la capacité d'accueil du bâtiment (nomenclature: activité bureau, 1 personne = 1/3 EH\*).



	Débit (m <sup>3</sup> /J)	MES (kg/J)	DCO (kg/J)	DBO <sub>5</sub> (kg/J)	NTK (kg/J)	Pt (kg/J)
Capacité constructeur de traitement de la STEP	5420	2245	3850	1540	315	73
Charges reçues (moyenne 2015-2016)	2860	1145	2046	651	215	32
Charges équivalentes GOODMAN	90	54	81	36	9	2.4
Charges totales entrée STEP (reçues actuellement + GOODMAN)	2950	1199	2127	687	224	34
Taux de charges totales entrée STEP (reçues actuellement + GOODMAN)	54%	53%	55%	45%	71%	47%

(\*) Un équivalent habitant (EH) correspond à :

- 60 g/J de DBO<sub>5</sub>
- 90 g/J de MES
- 4 g/J de Pt
- 135 g/J de DCO
- 15 g/J de NTK
- 150 litres/J

Les capacités de traitement sont réglementées par l'arrêté du 21 juillet 2015.

La capacité de la station est déterminée autour de deux axes :

La capacité hydraulique :

Le taux de charge hydraulique « future » représentera 54% de la capacité hydraulique de la station d'épuration de Senlis.

La charge de pollution reçue :

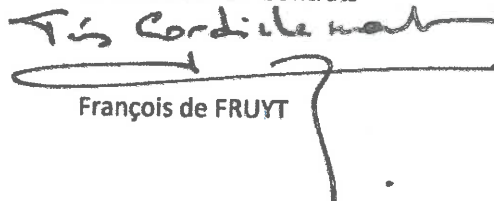
Pour la charge reçue, la CBPO (charge brute de pollution organique) permet de définir la charge entrante en station et la taille de l'agglomération d'assainissement. Elle s'exprime en DBO<sub>5</sub>. Cette valeur se calcule sur la base de la moyenne journalière de la DBO<sub>5</sub> reçue lors de la semaine la plus chargée de l'année 2016. Cette dernière est calculée à 2 183 kg/J pour une charge « future » moyenne de 687 kg/J.

Ces deux axes, hydrauliques et charges de pollution, sont compatibles avec les capacités de traitement et en adéquation avec l'arrêté du 21 juillet 2015.

En conclusion, aucune contre-indication sur le raccordement des eaux usées de la société Goodman France dans le réseau de collecte des eaux usées communal et des eaux pluviales uniquement dans le réseau de collecte des eaux pluviales après traitement par un séparateur à hydrocarbures.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur de Contrats

  
François de FRUYT







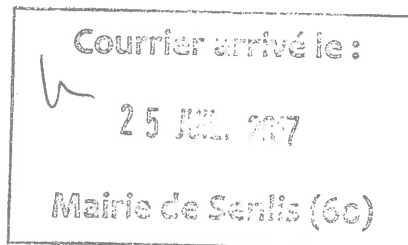


# Assainissement





Enedis ARE PICARDIE



Mairie de Senlis  
Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme  
place Henri IV  
60300 SENLIS

Téléphone : 0969321843  
Télécopie : 03-44-21-65-55  
Courriel : erdf-grdf-ucfpicardie-are-sru@erdf-grdf.fr  
Interlocuteur : Frédéric Flutre

Objet : **Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme**

AMIENS, le 20/07/2017

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC06061217T0010 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : PARC D ACTIVITE DES PORTES DE SENLIS  
60300 SENLIS  
Référence cadastrale : Section C, Parcelle n° 170-176-177-172-184-179-181-174  
Nom du demandeur : BOUTOILLE ERIC

Pour la puissance de raccordement demandée de 4000 kW triphasé et sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, nous vous informons qu'une contribution financière<sup>1</sup> est due par la CCU à Enedis, hors exception. Le montant de cette contribution, transmis en annexe, est réalisé selon le barème en vigueur.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme et est susceptible d'être revue :

- en fonction des actualisations des prix des raccordements,
- en cas de non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires.

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Votre conseiller

PJ : Plan du réseau public de distribution d'électricité indiquant les travaux d'extension nécessaires

<sup>1</sup> Cette contribution financière est prévue à l'article L342-11 du code de l'énergie





Pour information :

*Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.*



**Annexe : Contribution due par la CCU**

Libellé	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Part./Refact.
Démarches préliminaires, envoi et suivi des DT pour une commune	1	268.29 €	160.97 €	40 %
*Constitution et envoi dossier étude et administratif	1	579.77 €	347.86 €	40 %
Consignation réseau HTA Antenne ou Coupure d artère	1	448.00 €	268.80 €	40 %
Mise à Disposition d un agent d'exploitation ( 1 heure ouvrable)	30	89.60 €	1 612.80 €	40 %
Mise en chantier réseau souterrain Zone en CD4	1	784.44 €	470.66 €	40 %
Heure d étude par Technicien	30	107.30 €	1 931.40 €	40 %
Tranchée sous chaussée lourde en CD4	117	123.99 €	8 704.10 €	40 %
Plus-value canalisat. supplém. tranchée sous chaussée lourde en CD4	5	41.82 €	125.46 €	40 %
Surlargeur 1m, tranchée sous chaussée lourde en CD4	12	242.18 €	1 743.70 €	40 %
Réalisation jonction souterraine HTA sans terrassement	1	762.18 €	457.31 €	40 %
Raccordement câble HTA Alu dans un poste HTA BT	1	690.59 €	414.35 €	40 %
Fourniture et pose Câble HTA souterrain 240 mm² Alu en CD4	110	24.38 €	1 609.08 €	40 %
Cellule 400A	1	91 000.00 €	54 600.00 €	40 %
Montant total HT			72 446.49 €	

Pour votre information, en application de l'arrêté<sup>2</sup> du 17 juillet 2008, ce chiffrage intègre le fait qu'Enedis prend à sa charge 40 % du montant des travaux de l'opération de raccordement de référence définie dans l'arrêté<sup>3</sup> du 28 août 2007.

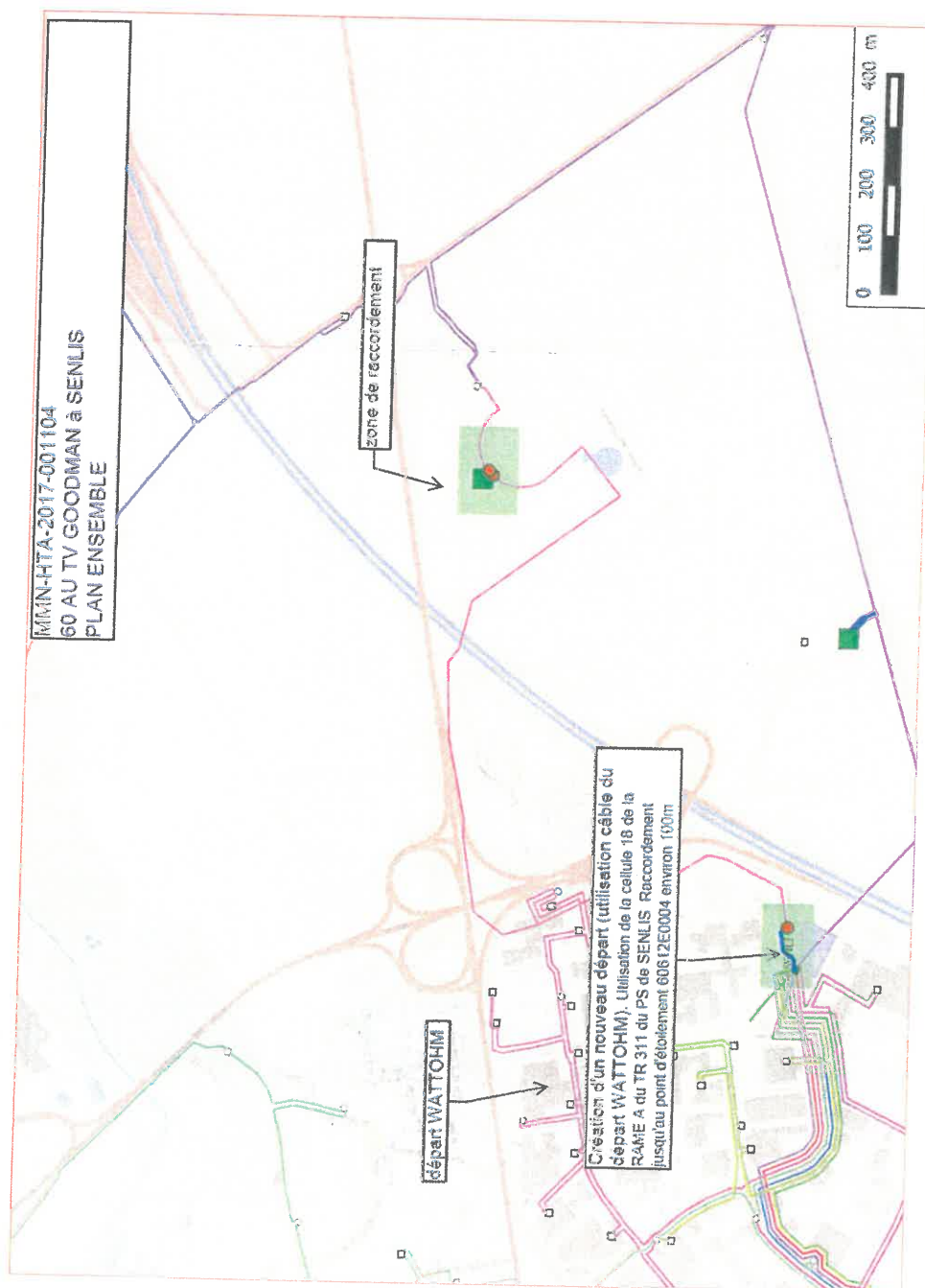
<sup>2</sup> Arrêté du 17 juillet 2008, publié au Journal Officiel le 20 novembre 2008, fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

NB : Désormais les articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 sont codifiés aux articles L342-6 et L342-11 du code de l'énergie.

<sup>3</sup> Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.









## Catherine GARCIA

---

**De:** PFISTER Arnaud <arnaud.pfister@enedis.fr>  
**Envoyé:** vendredi 21 juillet 2017 15:04  
**À:** Catherine GARCIA  
**Objet:** GOODMAN : précisions sur la réponse d'ENEDIS à l'Autorisation d'Urbanisme PC06061217T0010  
**Pièces jointes:** Courrier\_reponse\_AU.pdf

Madame GARCIA,

veuillez trouver ci-joint la version scannée de notre réponse :

Je tenais à vous apporter quelques clés de lecture quant à notre réponse.

**L'extension de réseau HTA à proprement parler est de 100 (cent) mètres.**

Elle consiste en une extension de réseau au droit du « poste Source », à l'ouest de l'autoroute A1.

En fait, la présente réponse intègre extension et branchement ( ENEDIS y a anticipé la réponse majoritaire des communes dans pareil cas).

Les longueurs en page 3 tiennent donc compte de :

- Le « raccordement » du client nécessite la pose de 2 fois 5mètres de câble (le client plante son poste à côté et non sur le câble)
- Une tranchée plus large au droit du raccordement pour opérer (surlargeur)

Tout ceci explique les 117m de tranchée, 12m de surlargeur, 5 m de tranchée pour canalisation supplémentaire et 110m de câble.

A votre disposition

Arnaud PFISTER



**Arnaud PFISTER**  
Ingénieur MOAHTA

**ENEDIS - DR PICARDIE**  
**BERE AMIENS**  
03 22 22 60 91 06 98 05 66 84  
[arnaud.pfister@enedis.fr](mailto:arnaud.pfister@enedis.fr)





Mairie de Senlis (60) <i>TR</i>	
Arrivé le :	
24 AOÛT 2017	
Action :	<i>CB</i>
Réponse :	
Copie : <i>PL/DG/1074/1140/107</i> <i>20/10/17</i>	

Mairie de Senlis  
3 Place Henri IV  
60300 Senlis

A l'attention du Service Urbanisme

Paris, le 23 août 2017

**Lettre recommandée AR n° 1A 143 674 0255 1**

**Objet : Parc d'Activités des Portes de Senlis**  
**Prise en charge de la contribution ENEDIS**

Madame, Monsieur,

Le 28 Juillet 2017, vous nous avez adressé un courrier recommandé dont nous accusons la bonne réception.

Dans cette correspondance, vous nous demandez de vous communiquer notre décision quant à la prise en charge à nos frais d'une contribution d'un montant de 72.446,49 € HT destinée à financer des travaux d'extension du réseau électrique en raison de notre demande de branchement pour un projet de construction qui a fait l'objet d'une demande de Permis de Construire référencée sous le numéro 060612 17T0010 déposée le 2 Juillet 2017.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que nous acceptons de prendre en charge cette contribution.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.

Eric BOUTOILLE  
Directeur Technique

62, Rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, France  
Gestion Immobilière G5650 / Transaction sur immeubles et fonds de commerce T13394 - Paris, Covea Caution - 10, bd Marie et  
Alexandre Oyon 72013 Le Mans cedex 2  
T: 0033 1 55 35 08 51 | F: 0033 1 55 35 08 79 | <mailto:info-eu@goodman.com> | <http://www.goodman.com>

Goodman France SARL  
Capital de EUR 5.000.002  
408 627 354 RCS Paris  
TVA FR51 408 627 354  
BNP Paribas Fortis FR76 3000 4022 0900 0105 5460 682 BNPAFRPPCPI



POLE EXPLOITATION VAL DE SEINE  
DÉPARTEMENT MAINTENANCE DONNÉES  
& TRAVAUX TIERS

2 rue Pierre Timbaud  
92238 GENNEVILLIERS Cedex  
Téléphone +33(0)1 40 85 20 77  
Télécopie +33(0)1 40 85 27 27  
[www.grtgaz.com](http://www.grtgaz.com)

Courrier arrivé le :

2

08 AOUT 2017

Mairie de Senlis (60)

Mairie de Senlis

Service Urbanisme  
place Henri IV  
60300 Senlis

A l'attention de Madame Véronique HAAS

Recommandé avec AR

VOS REF: PC06061217T0010  
NOS RÉF: DEST- LML  
INTERLOCUTEUR: Nadira MESSAOUDI Tél. : 01.40.85.20.34  
OBJET: Création d'une plateforme logistique - Parc d'activité des portes de Senlis - SENLIS

Gennevilliers, le 1er août 2017

Madame,

Nous accusons réception de votre demande d'avis concernant le projet cité en objet.

Ce projet est situé à proximité d'un ouvrage de transport de gaz naturel haute pression de diamètre 750 et 900 mm, pour lequel est instituée une servitude d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation, prise en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement. Au vu des éléments fournis, ce projet se situe donc à l'intérieur des SUP.

Nous tenons à vous préciser que notre canalisation a fait l'objet de **Conventions de Servitude** (publiées à la conservation des hypothèques) signées conjointement entre Gaz de France et les propriétaires des terrains, et dans lesquelles, est stipulé, que les propriétaires accordent à Gaz de France une bande de servitude sur la canalisation et s'engagent à ne procéder à aucune modification de profil de terrain, construction (bâtiment ou voirie), plantation d'arbres ou d'arbustes ni à aucune façon culturale descendant à plus de 0,60m de profondeur.

Nous vous joignons un extrait de plan avec l'emplacement approximatif de nos ouvrages. Nos représentants GRTgaz du secteur de Lamorlay ☎ : 06.16.79.51.80 sont à votre disposition pour effectuer un repérage en surface de nos ouvrages.

Bien que reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement, le transport de gaz par canalisations nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel soucieux de la sécurité, GRTgaz se doit de rappeler l'existence de ces risques et ne souhaite pas voir augmenter la densité de population dans les zones de danger pour la vie humaine.

En tout état de cause, nous préconisons de respecter, un recul d'implantation minimum de 5 m de part et d'autre des ouvrages.

**Au vu des éléments fournis, il n'existe aucune exigence réglementaire qui permette à GRTgaz de s'opposer à votre demande.**

**Néanmoins, il sera nécessaire que le demandeur rencontre nos représentants du secteur de Lamorlay afin d'effectuer un repérage en surface de nos ouvrages.**

**Nous vous informons également qu'il est impératif qu'il n'y ait aucune construction, de quel que type que ce soit, au-dessus de nos ouvrages et que ces derniers doivent être accessibles 24/24h afin de permettre à nos services d'intervenir, avec le matériel approprié, en cas d'actes de maintenance ou de terrassement éventuels.**

**Il appartient, toutefois, à l'autorité délivrant l'autorisation, en lien avec le pétitionnaire et le service instructeur, d'établir si le projet justifie des restrictions de construction ou d'installation aux regards du risque, en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.**

Pour rappel, le code de l'environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)) afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT). Les exécutants de travaux doivent également consulter le





Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Par ailleurs, vous trouverez pour information, un fascicule relatif aux recommandations générales applicables aux projets de travaux à proximité d'un ouvrage de transport de gaz naturel et à leur réalisation.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

**Emmanuel Vander-Taelem**  
*Responsable du Département Est*

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form the name "Emmanuel Vander-Taelem".

P.S. La présente réponse ne concerne que les ouvrages de Transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de gaz de GrDF ou celles d'autres concessionnaires.



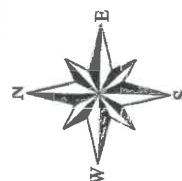


Date d'édition  
28/07/2017

Urbanisme  
1707286169

- Réseau GRTgaz
- En construction
  - Réseau en service
  - Réseau accessoire
  - Réseau hors service
- DN : Diamètre  
Nominal de la  
canalisation
- Sectionnement
- Installations GRTgaz
  - Projet de SUP 2 (=SUP3)
  - Projet de SUP 1

RGF93 Lambert 93



FranceRaster@IGN

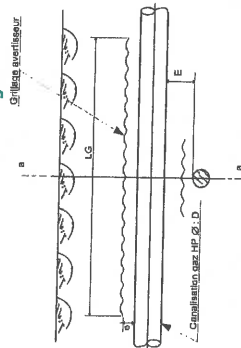


Code de l'environnement art. L.555-16 et R.555-30, code de l'urbanisme art. R.431-16-j : les constructions et/ou aménagements en matière d'urbanisme dans les bandes de servitude d'utilité publique des ouvrages GRTgaz sont réglementés. Merci de vous rapprocher de nos services pour les modalités techniques et réglementaires associées à nos ouvrages pour l'implantation et la maîtrise de l'urbanisme.

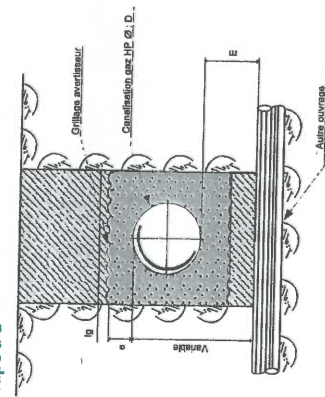




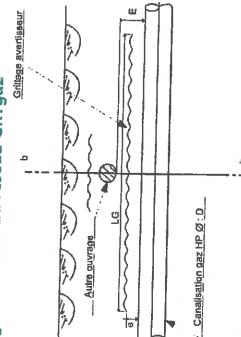
## ➡ Passage en dessous du réseau GRTgaz



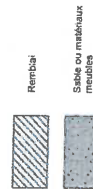
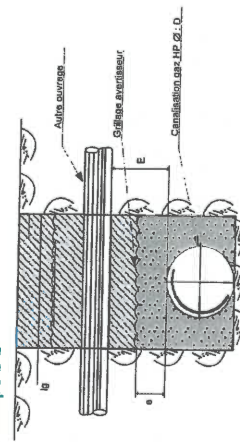
## ➡ Coupe a-a



## ➡ Passage en dessous du réseau GRTgaz



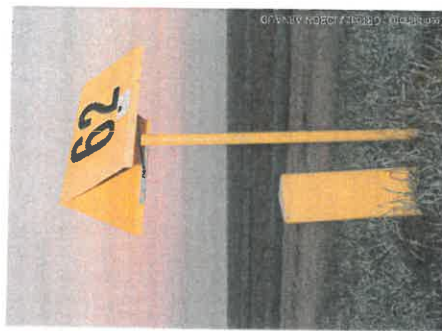
## ➡ Coupe b-b



## PRÉCONISATIONS À RESPECTER LORS DU CROISEMENT D'UNE CONDUITE DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL PAR UN AUTRE OUVRAGE (CONDUITE, DRAIN, CÂBLE)

	Valeur minimale (m) à respecter
E Distance entre les génératrices de la canalisation et de l'autre ouvrage (cette distance est portée à 0,5 m mini dans le cas de câbles électriques)	0,4
e Distance mini entre la génératrice supérieure de la canalisation et le grillage avertisseur	0,3
LG Longueur du grillage avertisseur	Suivant l'environnement local
lg largeur du grillage avertisseur	D + 0,4

Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.



www.grtgaz.com



## RECOMMANDATIONS TECHNIQUES APPLICABLES POUR LES PROJETS D'AMÉNAGEMENTS OU DE TRAVAUX A PROXIMITÉ DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

### AVERTISSEMENT

Les dispositions contenues dans le présent document constituent des recommandations qui ne présentent aucun caractère exhaustif et qui ne sauraient de quelque manière que ce soit se substituer aux obligations (réglementaires, techniques ou contractuelles) de toute personne physique ou morale qui projette des travaux à proximité d'un ouvrage de transport de gaz naturel. Les différentes recommandations indiquées dans ce document sont cumulatives.

### 1. INTRODUCTION

Le transport du gaz naturel à haute pression est essentiellement effectué par des canalisations en acier enterrées, recouvertes extérieurement d'un revêtement et comportant des installations annexes, des points singuliers souterrains, aériens ou subaquatiques. L'accrochage de l'une de ces canalisations ou installations peut avoir des conséquences particulièrement graves pour les personnes et entraîner par ailleurs l'arrêt de l'alimentation des communes et des clients industriels desservis par ces ouvrages.

### 2. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA MAÎTRISE DE L'URBANISATION

A chaque ouvrage de transport de gaz naturel sont associées des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation correspondant à des zones de dangers au sein desquelles des limitations et interdictions existent en terme d'urbanisation. En particulier, des interdictions d'implantation des ERP (Établissement Recevant du Public) existent dans ces bandes d'effets. Pour tout projet d'urbanisation ou d'aménagement, le maître d'ouvrage doit se rapprocher de GRTgaz afin de soumettre l'analyse de compatibilité de son projet d'aménagement avec l'ouvrage de transport de gaz naturel concerné. Les délais nécessaires pour réaliser la mise en conformité éventuelle des ouvrages de transport de gaz naturel avec l'évolution projetée de l'urbanisation ou de l'environnement sont à prendre en compte par le maître d'ouvrage dans la planification de son projet.

### 3. INFORMATION DE GRTgaz SUR LES PROJETS DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT

Il est souhaitable, dans un but d'efficacité et parce que les impacts sur les ouvrages de transport peuvent être importants, que GRTgaz soit informé de la nature des aménagements ou des travaux projetés le plus tôt possible, voire au premier stade de l'élaboration du projet. Toute modification apportée au projet par le maître d'ouvrage doit être communiquée à GRTgaz.



## POUR VOS DÉCLARATIONS DE PROJETS ET DE TRAVAUX

Les coordonnées de GRTgaz sont fournies lors de la consultation du site du Guichet Unique :



## 4. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

### 4.1 DÉCLARATIONS PRÉALABLES AUX PROJETS DE TRAVAUX ET AUX TRAVAUX

Le Code de l'Environnement - Livre V - Titre V - Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) afin de prendre connaissance des normes et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de travaux (DT). Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'intention de Commencement de Travaux (DICT). Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsqu'un réseau de GRTgaz est concerné, les travaux ne doivent en aucun cas être entrepris avant la réponse de GRTgaz à la DICT et la réunion sur site obligatoire. Pour plus d'informations, [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).

### 4.2 GUIDE TECHNIQUE RELATIF AUX TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RESEAUX

L'article R. 554-29 du Code de l'environnement prévoit l'existence d'un guide élaboré par les professionnels concernés pour préciser les recommandations et prescriptions techniques à appliquer à proximité des ouvrages en service, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre. Ces recommandations et prescriptions doivent assurer la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement. Ce guide à usage obligatoire est un catalogue de recommandations et de prescriptions techniques accessible sur le site du Guichet Unique des réseaux. [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).

## 5. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LES PROJETS DE TRAVAUX DE TIERS

Les canalisations établies en domaine privé font l'objet de conventions de servitude non aëufficandi et non sylvandi régissant la nature des travaux pouvant y être effectués. D'une manière générale, ces conventions créent une bande de servitude d'implantation de largeur variable pouvant atteindre 20 mètres de moins de 0,4 mètres de hauteur et de profondeur, ainsi que la plantation d'arbres ou d'arbustes dont la taille adulte reste inférieure à 2,7 mètres et dont les racines descendent à moins de 0,6 mètres de profondeur, sont autorisés. Même provisoires, les modifications de profil du terrain, constructions, stockages ainsi que la pose de réseaux en parallèle à notre ouvrage dans cette bande de servitude sont interdits. En domaine public, les plantations d'arbres doivent être réalisées conformément à la norme NF-P98-332 et soumises à l'approbation de GRTgaz.

### 5.1 RECOMMANDATIONS POUR LA CONCEPTION

- a) Lignes, câbles électriques ou postes de transformation de tension supérieure ou égale à 50 kV en parallèle au tracé d'un ouvrage de transport de gaz naturel.

Une étude globale électrique prenant en compte les éléments suivants, doit être présentée à GRTgaz.

- Proximité d'installations de tension supérieure à 50 kV : contrainte d'induction

Le projet doit respecter les réglementations, normes et règles de l'art en vigueur et plus particulièrement la norme NF-EN-50443 concernant les effets des perturbations électromagnétiques causées par les systèmes de traction électrique et/ou les réseaux électriques H.T. en courant alternatif.

Dans le cas de présence de lignes ou câbles électriques de tension supérieure ou égale à 50 kV en parallèle à nos ouvrages, un calcul de montée en tension par induction doit être réalisé en fonctionnement normal et en condition de défaut et soumis à GRTgaz pour approbation.

Ainsi, il n'est pas admis que la canalisation soit soumise à une tension alternative induite en régime permanent supérieure à 15 V (selon recommandations de la norme NF-EN 15280). La valeur limite de tension due à l'interférence en régime de défaut ne doit pas dépasser 2000 V (valeur efficace) en tout point du système de canalisation et 650 V au niveau des parties normalement accessibles au toucher (robriets...)

- Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 50 kV : contrainte de conduction

Les distances minimales à respecter sont les suivantes :

Tension nominale de la ligne (kV)	Distance minimale à respecter entre la canalisation et le pied de pylône pour une résistivité de sol > 100 Ω.m	
	sans câble de garde	avec câble de garde
63	100	20
90	100	22
225	300	65
400	620	105

Si ces distances ne peuvent être respectées ou si la résistivité du sol est supérieure aux 1000 Ω.m une étude spécifique doit être systématiquement menée et soumise à l'approbation de GRTgaz.

- Ligne électrique en surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface

Le surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface est interdit. La distance minimale à respecter entre ces installations gazières et une ligne électrique est soumise à l'approbation de GRTgaz.

Le maître d'ouvrage doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet d'aménagement avec l'ouvrage concerné. Les délais nécessaires pour réaliser la mise en conformité éventuelle des ouvrages de transport de gaz naturel avec l'évolution projetée de l'urbanisation ou de l'environnement sont à prendre en compte par le maître d'ouvrage dans la planification de son projet.

Les frais correspondants font l'objet d'une convention préalable financière et technique entre les parties. Dans le cas de fouilles, terrassements ou sondages de profondeurs supérieures à 3 m à proximité de la canalisation, le maître d'ouvrage doit pouvoir fournir une étude garantissant la stabilité du terrain.

L'utilisation d'explosifs ou d'autres techniques génératrices de vibrations est soumise aux dispositions du paragraphe 5.4.

- f) Stations service, ICPE, installations à risque d'incendie, d'explosion, d'inflammation...

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazières et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation de GRTgaz.

De plus, dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Étude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

- g) Éoliennes.

La distance minimale à respecter entre nos ouvrages et une éolienne doit être supérieure ou égale à 2 fois le cumul de la hauteur du mât, augmentée de la longueur de la pale montée sur le rotor. Si ces distances ne peuvent être respectées, le maître d'ouvrage devra se rapprocher de GRTgaz pour juger de la compatibilité de son projet avec les ouvrages concernés.

- h) Implantations de grue à tour ou mobile (ou autre structure présentant des risques de renversement ou de chutes de masse accrochée).

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazières et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation de GRTgaz.

- i) Fossés - drainages.

La profondeur minimale d'enfouissement des canalisations doit toujours être conforme à la réglementation applicable.

Les travaux ne doivent pas avoir pour conséquence de modifier cette profondeur sans accord préalable de GRTgaz.

La création de fossés au dessus de canalisations existantes est contraire aux conventions de servitudes (voir paragraphe 5).

Cette création peut néanmoins être étudiée. Le maître d'ouvrage doit se rapprocher de GRTgaz pour déterminer la compatibilité de son projet avec les canalisations concernées. Les plans de drainage doivent être communiqués à GRTgaz et les croisements multiples des installations de drainage avec les canalisations sont à éviter.

### 5.2 POSE DE CONDUITES, DRAINS, OU CÂBLES

- a) En parours parallèle.

En domaine public, la distance entre les génératrices extérieures de tout nouvel ouvrage et de la canalisation existante doit être supérieure à 0,5 m.

Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.

- b) Croisement.

Le croisement d'une canalisation doit respecter les préconisations décrites en page 4. La mise en place, au niveau de chaque

croisement, d'un grillage avertisseur pour signaler la présence de la canalisation est impérative. En cas de croisement d'une canalisation de transport de gaz avec un autre réseau ou drain, une distance d'au moins 0,4 m doit séparer les génératrices voisines. Cette distance est portée à 0,5 m dans le cas de réseaux électriques. Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.

En cas de croisement de la canalisation avec des câbles ou des conduites placées en fourreau, il y a lieu de s'assurer qu'un débordement suffisant du fourreau existe de part et d'autre du point de croisement.

- c) Ouvrage sous protection cathodique.

La pose d'ouvrage sous protection cathodique à proximité d'une canalisation de transport (croisement ou parallélisme) doit faire l'objet d'une étude d'influence mutuelle soumise à l'approbation de GRTgaz.

### 5.3 CHARGE ET/OU CIRCULATION PROVISOIRE AU DESSUS DES CANALISATIONS

Quand un terrain où se trouve une canalisation doit être aménagé, même provisoirement, en aire de stockage, de remblai, en piste d'accès ou aire de stationnement susceptible d'être utilisée par des véhicules lourds, il convient :

- de mesurer la profondeur d'enfouissement de la canalisation suivant une des méthodes qualifiées au guide technique (voir paragraphe 4.2) par celui qui projette les travaux, en relation avec GRTgaz.

- de calculer les niveaux de contraintes induits sur la canalisation par les aménagements, le roulement et le stationnement des véhicules.

- d'installer des dispositifs de protection de la canalisation appropriés pendant toute la durée du chantier.

Les calculs de contraintes et des dispositifs de protection sont soumis à l'agrément de GRTgaz.

### 5.4 VIBRATIONS ET EXPLOSIFS À PROXIMITÉ DES OUVRAGES

L'utilisation d'explosifs, de vibrofonçage ou autres techniques génératrices de vibrations (BRH, compacteur...) est soumise à l'accord préalable de GRTgaz. Dès que la zone d'influence de ce type d'opération est située à moins de 50 m d'un ouvrage de transport de gaz naturel, le maître d'œuvre devra communiquer les informations nécessaires à une prise de décision. En cas de litige, GRTgaz pourra faire appel à un expert agréé.

### 5.5 ACCÈS AUX OUVRAGES

L'accès aux ouvrages, installations de surface et canalisations de transport de gaz naturel, doit être maintenu libre pendant toute la durée des travaux.

## 6. FRAIS

Les frais entraînés par la mise en œuvre des recommandations qui précèdent ainsi que des recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel sont à la charge du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.



PRÉFET DE L'OISE

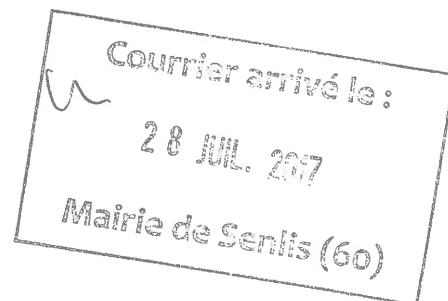
Direction départementale  
des Territoires

Beauvais, le 26 juillet 2017

Service de l'Eau,  
de l'Environnement  
et de la Forêt

Bureau Politique et  
Police de l'Eau

Mairie de Senlis  
Place Henri IV  
60 300 SENLIS



N° Référence : TL/CL/ n° 533

Vos références :

Pièces jointes : Dossier - Copie du récépissé de déclaration  
Certificat d'affichage

Affaire suivie par : Thomas LANDORIQUE

thomas.landorique@oise.gouv.fr

Téléphone : 03 44 06 50 58 – Télécopie : 03 44 06 50 24

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du  
code de l'environnement : création d'une plateforme logistique sur la commune  
de Senlis - Dossier n° 60-2017-00046

Courrier de notification de décision

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du  
code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la  
société GOODMAN FRANCE en date du 6 juillet 2017 concernant l'opération  
suivante :

**Création d'une plateforme logistique parc d'activités des « Portes de Senlis »  
sur la commune de Senlis**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un  
(1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette  
déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurai gré de bien vouloir me retourner un  
certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations  
distinguées.

Le Responsable de la Cellule  
Police de l'Eau



Thomas LANDORIQUE

Ventil. courrier  
Dossier joint consultable d'env.

-> CA

-> PL1





PRÉFET DE L'OISE

*Affiché le*  
*31/07*

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT**

**LA CRÉATION D'UNE PLATEFORME LOGISTIQUE  
PARC D'ACTIVITÉS DES « PORTES DE SENLIS »  
COMMUNE DE SENLIS**

DOSSIER N° 60-2017-00046

Le Préfet de l'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands (SDAGE) approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;

VU l'arrêté de subdélégation du 3 mars 2017 donnant délégation de signature à M Thomas Landorique, Ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, responsable du bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de l'Oise ;

VU le dossier de déclaration déposé le 6 juillet 2017 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 20 juillet 2017, présenté par GOODMAN FRANCE, représenté par M. Eric BOUTOILLE, enregistré sous le n° 60-2017-00046 et relatif à la création d'une plateforme logistique parc d'activités des « Portes de Senlis » sur la commune de Senlis ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**GOODMAN FRANCE**  
**62 rue de la chaussée d'Antin**  
**75 009 PARIS**

concernant la création d'une plateforme logistique dont la réalisation est prévue dans la commune de Senlis sur les parcelles cadastrée C167 à C 178.

La surface totale du projet est de 18,12 ha. La gestion des eaux pluviales a été prévue pour une pluie de retour 50 ans avec infiltration dans un bassin d'infiltration enherbé et des noues d'infiltration paysagées. Un bassin de rétention étanche 2 253 m<sup>3</sup> gère les eaux pluviales de voiries lourdes et sert de réserve incendie. Les eaux de toiture et de voirie VL sont gérées par un bassin d'infiltration de 2 069 m<sup>3</sup>. Les eaux pluviales de l'hôtel et de la voirie commune sont gérées par un bassin d'infiltration de 470 m<sup>3</sup>.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions, générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration 0,73 ha	Arrêté du 27 août 1999
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration 18,12 ha	

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de Senlis où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de l'Etat durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de la décision.

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

À Beauvais, le 26 juillet 2017

Pour le Préfet de l'Oise et par subdélégation,  
Le Responsable du Bureau Police de l'Eau de la  
Direction Départementale des Territoires



Thomas LANDORIQUE

# ARRETE

Arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié  
NOR: ATEE9980255A

Version consolidée au 23 septembre 2015

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,  
Vu le titre III du livre II du code rural ;  
Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;  
Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales et l'arrêté du 26 décembre 1991 portant application de son article 2 ;  
Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;  
Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;  
Vu le décret n° 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être édictées les prescriptions et règles prévues par les articles 8 (3°), 9 (2°) et 9 (3°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et l'article 58 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 ;  
Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 9 décembre 1998 ;  
Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 1er mars 1999,

## Arrête

### Chapitre Ier : Dispositions générales

#### Article 1

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 2 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le déclarant d'une opération, non mentionnée à l'article 2 du décret du 2 février 1996 susvisé, soumise à déclaration au titre de la rubrique 3.2.3.0 (2°), relatives à la création de plans d'eau de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres rubriques de la nomenclature précitée et d'autres législations.

Pour l'application des seuils fixés par la nomenclature, la surface de référence est la surface du plan d'eau, ou miroir, correspondant à la cote du déversoir s'il existe ou à celle du déversoir le plus bas ouvert en permanence s'il en existe plusieurs. En l'absence de déversoir, la surface du plan d'eau est la surface de l'excavation créée ou utilisée pour y stocker l'eau.

Lorsque plusieurs plans d'eau sont établis par un même maître d'ouvrage sur une même unité hydrographique, à la même cote ou non, la surface prise en compte pour apprécier si l'ensemble est soumis à autorisation ou à déclaration est la surface cumulée des divers plans d'eau, conformément à l'article 33-2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

NOTA : L'article 33-2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 est abrogé. Ses dispositions sont reprises sous l'article R214-42 du code de l'environnement.

#### Article 2

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni à celles éventuellement prises par le préfet en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou

d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation, notamment en ce qui concerne les rubriques suivantes :

1.2.1.0 relative aux prélèvements d'eau dans les cours d'eau ;

3.1.1.0 relative à la construction d'ouvrages dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à l'écoulement des crues ou à la continuité écologique ;

3.1.2.0 relative à la rectification du lit d'un cours d'eau ;

3.2.4.0 relative aux vidanges de plans d'eau ;

3.2.5.0 relative aux barrages de retenue ;

3.2.6.0 relative aux digues ;

3.3.1.0 relative à l'assèchement, l'imperméabilisation, le remblaiement ou l'ennoiment de zone humide ou de marais.

### **Article 3**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements.

## **Chapitre II : Dispositions techniques spécifiques**

### **Section 1 : Conditions d'implantation et de réalisation**

### **Article 4**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 4 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

La création d'un plan d'eau dans le lit majeur d'un cours d'eau ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le plan d'eau doit être implanté à une distance suffisante du lit mineur d'un cours d'eau pour éviter que le cours d'eau ne pénètre à l'intérieur du plan d'eau suite à l'érosion prévisible des berges, ne pas nécessiter de travaux spécifiques de confortement ou de protection des berges du cours d'eau et enfin permettre le passage des matériels d'entretien du cours d'eau.

Cette distance d'implantation ne peut être inférieure à 35 mètres vis-à-vis des cours d'eau ayant un lit mineur d'au moins 7,50 mètres de largeur et à 10 mètres pour les autres cours d'eau (la distance étant comptée entre la crête de la berge du cours d'eau et celle de la berge du plan d'eau).

### **Article 5**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 5 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

L'étanchéité de la cuvette doit être suffisante pour maintenir le niveau normal du plan d'eau, en compatibilité avec le débit d'alimentation.

Si des digues sont établies, elles doivent l'être conformément aux règles de l'art, de façon à assurer la stabilité des ouvrages et la sécurité des personnes et des biens (notamment dispositif d'ancrage de la digue, dispositif anti-renards sur la conduite de vidange, décapage préalable de l'emprise, matériaux suffisamment étanches et compactés). Elles doivent comporter une revanche minimale de 0,40 mètre au-dessus des plus hautes eaux et être protégées contre le battillage si nécessaire. Aucune végétation ligneuse n'y sera maintenue. Un fossé en pied de digue, ou tout autre procédé de drainage au moins équivalent, sera réalisé si nécessaire afin de récupérer les eaux de fuite éventuelles et les canaliser vers l'aval.

### **Article 6**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 6 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

maintenir dans le cours d'eau le débit minimal prévu à l'article L. 432-5 du code de l'environnement.

## **Section 2 : Vidange, évacuation des crues et entretien.**

### **Article 7**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 7 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

A l'exception de ceux alimentés par la nappe phréatique, les plans d'eau doivent pouvoir être entièrement vidangés.

Le dispositif de trop-plein et de vidange doit permettre la maîtrise et la régulation des débits, la surverse des eaux de fond par le système du type moine ou tout procédé au moins équivalent, la limitation de départ des sédiments. Il doit également être suffisamment dimensionné pour permettre la vidange de l'ouvrage en moins de dix jours en cas de danger grave et imminent pour la sécurité publique, et ceci en tenant compte des apports par le ruissellement et les précipitations, sans causer de préjudice aux personnes et biens situés à l'aval.

### **Article 8**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 8 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Si des digues sont établies, elles doivent être munies d'un dispositif de déversoir de crue. Ce dernier doit être conçu de façon à résister à une surverse et doit être dimensionné de façon à évacuer au minimum une crue centennale et le débit maximal d'alimentation. La surverse ne doit causer de désordre ni à l'ouvrage ni aux biens et personnes situés à l'aval du site.

Les déversoirs de crue doivent fonctionner à écoulement libre et comporter un dispositif de dissipation de l'énergie pour la protection de l'ouvrage et des berges du cours d'eau récepteur.

### **Article 9**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 9 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Outre le respect de l'article 3 ci-dessus, le déclarant doit assurer l'entretien des digues quand elles existent et des abords du plan d'eau conformément à son usage sans engendrer de nuisances à l'environnement, en particulier aux eaux superficielles.

Les ouvrages d'alimentation et de vidange doivent être maintenus en état de fonctionnement.

La qualité de l'eau doit être maintenue suffisante pour ne pas risquer de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines environnantes.

La destination des matières de curage doit être précisée dans la déclaration et ne devra pas concerner une zone inondable. La composition des matières de curage doit être compatible avec la protection des sols et des eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles peuvent contenir.

### **Article 10**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 10 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le plan d'eau doit être agencé pour permettre la récupération de tous les poissons et crustacés dévalant lors des vidanges, notamment afin d'éviter leur passage dans le cours d'eau récepteur.

## **Section 3 : Dispositions diverses**

### **Article 11**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les eaux restituées au cours d'eau, à l'exception des vidanges régulièrement déclarées ou autorisées, le seront dans un état de salubrité, de pureté et de température proche de celui du cours d'eau naturel. Lorsque le plan d'eau est à l'origine d'un rejet d'eau dans un cours d'eau classé en première catégorie piscicole, la différence de qualité entre, d'une part, les eaux du cours d'eau à l'amont du point de rejet et, d'autre part, les eaux du cours d'eau à l'aval du point de rejet ne pourra excéder :

0,5 °C pour la température pendant la période du 15 juin au 15 octobre ;

2,5 mg/l pour les matières en suspension ;

d'autre part, sur le cours d'eau récepteur après dilution, à au moins 50 mètres en aval du point de rejet.

La qualité des eaux du cours d'eau à l'aval du rejet, lors du rejet, doit être compatible avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991 susvisé. Notamment, la quantité d'oxygène dissous ne devra pas être

abaissée dans le milieu récepteur en dessous de 7 mg/l dans les eaux de première catégorie piscicole ou de 5 mg/l dans les eaux de deuxième catégorie piscicole.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas en cas de vidange du plan d'eau, régulièrement déclarée ou autorisée, selon le cas.

#### **Article 12**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 11 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

#### **Article 13**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 12 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Lorsqu'elle porte sur des plans d'eau mentionnés aux articles L. 431-3, L. 431-6 et L. 431-7 du code de l'environnement, l'introduction de poissons doit respecter les dispositions des articles L. 432-10 et L. 432-12 du code de l'environnement.

#### **Article 14**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 13 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les dispositifs d'alimentation des étangs ou des plans d'eau doivent être pourvus de moyens de mesure ou d'évaluation des débits conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement.

#### **Article 15**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 14 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Si le plan d'eau reste en assec pendant une période supérieure à deux ans consécutifs, l'exploitant du plan d'eau doit en faire la déclaration au préfet au plus tard dans le mois suivant l'expiration du délai de deux ans. Le préfet peut décider que la remise en eau sera subordonnée à une nouvelle déclaration et étude d'incidence dans les cas prévus aux articles 33 et 37 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

En cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien du plan d'eau, le déclarant procédera au rétablissement des écoulements naturels tels qu'ils existaient antérieurement, à l'isolement des ouvrages abandonnés, afin de prévenir tout danger pour la salubrité et la sécurité publique.

### **Chapitre III : Modalités d'application**

#### **Article 16**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1, art. 15 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Si, au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

#### **Article 17**

Modifié par Arrêté 2006-07-27 art. 1 JORF 25 août 2006 en vigueur le 1er octobre 2006

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations, en règle, existantes à la date de publication du présent arrêté. Toutefois, le préfet peut imposer par arrêté à ces installations toutes prescriptions spécifiques nécessaires en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

#### **Article 18**

Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.  
Le directeur de l'eau,  
P. Roussel